



CHAPITRE 172

CHAPTER 172

Loi modifiant l'Acte pour incorporer
L'Institut Canadien de Québec, 11 Vic-
toria, chapitre XVII

An Act to amend the Act to incorporate
L'Institut Canadien de Québec, 11 Vic-
toria, chapter XVII

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que L'Institut Canadien de Québec a, par sa pétition, représenté:

Qu'il a été constitué en corporation par la loi 11 Victoria, chapitre XVII;

Que depuis sa constitution en corporation, cet organisme s'est développé et continue de progresser;

Qu'il s'avère nécessaire que cette corporation soit dotée de pouvoirs additionnels pour lui permettre la poursuite de ses fins;

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1818,
c. 17,
préam-
bule am.

1. Le préambule de l'Acte pour incorporer l'Institut Canadien de Québec (11 Victoria, chapitre XVII) est modifié en retranchant tous les mots qui suivent l'expression "l'Institut Canadien de Québec", à la première et à la deuxième lignes de la page 76 dudit statut.

Id., s. II,
remp.

2. L'article II de ladite loi est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"II. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement elle peut:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

Preamble.

WHEREAS L'Institut Canadien de Québec has, by its petition, represented:

That it was incorporated under the act 11 Victoria, chapter XVII;

That, since its incorporation it has expanded and continues to progress;

That it has become necessary that such corporation be granted additional powers to enable it to pursue its objects;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1818,
c. 17,
preamble
am.

1. The preamble of the Act to incorporate the Institut Canadien de Québec (11 Victoria, chapter XVII) is amended by striking out all the words which follow the expression "Institut Canadien de Québec" in the second line of page 76 of the said statute.

Id., s. II,
replaced.

2. Section II of the said act is replaced by the following:

Corporate
powers.

"II. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and in particular the power:

a. to have a seal and alter it at will;

b. to appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

e) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par l'émission, l'endossement et l'escompte d'effets de commerce;

f) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

g) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

h) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens immeubles et meubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;

j) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

k) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

l) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

m) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

e. to borrow money on its credit by any method recognized by law and especially by the issue, endorsement and discount of negotiable instruments;

f. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

g. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

h. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;

i. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

j. to accept any gift, legacy or other liberality;

k. to acquire, possess, administer, rent and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

l. to make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

m. to solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

n) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

o) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

p) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs."

n. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

o. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

p. to do all other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers."

1818,
c. 17,
a. III,
remp.

Conseil
d'admini-
stration.

Maire.

3. L'article III de ladite loi est remplacé par le suivant:

"III. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par un conseil d'administration élu suivant les règlements de la corporation.

Le maire de la cité de Québec fait partie de droit du conseil d'administration."

3. Section III of the said act is replaced by the following:

"III. The rights and powers of the corporation shall be exercised by its board of administration elected pursuant to its by-laws.

The mayor of the city of Quebec shall be a member *ex officio* of the board of administration."

1818,
c. 17,
s. III,
replaced.
Board of
adminis-
tration.

Mayor.

1818,
c. 17,
a. IV,
remp.

Règle-
menta-
tion.

4. L'article IV de ladite loi est remplacé par le suivant:

"IV. La corporation peut, à l'occasion, par règlement, adopter, modifier et abroger des dispositions concernant:

a) sa régie interne;

b) les qualifications, l'admission et l'exclusion de ses membres;

c) la composition et la régie du conseil d'administration, les qualifications, le mode d'élection et l'exclusion des membres dudit conseil;

d) la nomination, les fonctions, les pouvoirs et les devoirs de ses officiers, agents et employés;

e) la constitution et la régie d'un comité exécutif, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires, qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;

4. Section IV of the said act is replaced by the following:

"IV. The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

a. its internal management;

b. the qualifications, admission and expulsion of its members;

c. the composition and management of the board of administration, the qualifications, the mode of election and the expulsion of the members of the said board;

d. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and employees;

e. the constitution and management of an executive committee, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or some of its powers;

1818,
c. 17,
s. IV,
replaced.
Regula-
tion.

f) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, bibliothèques, œuvres et entreprises;

g) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins."

f. the administration, management and control of its property, libraries, works and undertakings;

g. the pursuit of its objects generally."

1818, c. 17, a. V. remp. **5.** L'article V de ladite loi est remplacé par le suivant:

Siège social. "V. Le siège social de la corporation est situé en la cité de Québec."

1818, c. 17, aa, VIII-IX, aj. Registres. **6.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article VII, les suivants:

"VIII. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

a) une copie de sa loi constitutive et de ses modifications;

b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;

c) les nom, prénoms et domicile de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun, la date de son admission et celle où il a cessé d'en être membre;

d) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil d'administration de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper.

Force probante. Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Extraits. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Donations. "IX. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations privées constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à l'Institut Canadien de Québec les donations qu'elles jugent convenables pour aider cette dernière à mieux atteindre ses fins et ce par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il ait quorum."

Contributions, etc. **7.** Nonobstant les dispositions du paragraphe 11 du contrat approuvé par les

5. Section V of the said act is replaced by the following:

"V. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Quebec."

6. The said act is amended by adding, after section VII, the following sections:

"VIII. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

a. a copy of its act of incorporation and of its amendments;

b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;

c. the surname, Christian names and domicile of every member of the corporation indicating, as regards each, the date of his admission and the date when he ceased to be a member;

d. the surname, Christian names and occupation of every member of the board of administration of the corporation indicating, as regards each, the date of his taking office and the date when he ceased to hold office.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his expense.

"IX. Notwithstanding any provision to the contrary or inconsistent, private corporations incorporated under the laws of the Province are authorized to agree to grant to L'Institut Canadien de Québec such gifts as they may deem proper, to help the latter to better achieve its purposes, such gifts to be given upon a resolution passed by the majority of the directors then present, at a meeting convened for that purpose, provided there be a quorum."

7. Notwithstanding the provisions of paragraph 11 of the contract approved by

1818, c. 17, s. V replaced.

Corporate seat.

1818, c. 17, ss. VIII-IX, added.

Registers.

Proof.

Extracts.

Gifts.

Contributions, etc.

dispositions de la loi 6 George VI, chapitre 71, la corporation a le droit, par règlements, de fixer la contribution annuelle des membres, ainsi que le montant du dépôt requis des usagers de ses bibliothèques pour garantir la remise des livres.

the act 6 George VI, chapter 71, the corporation shall have the right to fix, by by-law, the annual contribution of the members, as well as the amount of the deposit required from persons using its libraries in order to insure the return of the books.

Membres
provi-
soires du
conseil
d'admini-
stration.

8. Par exception, pour la mise en application de la présente loi, Jean Bruchési, avocat, Robert Belleau, fonctionnaire, Joseph Bilodeau, juge en chef de district, Henri Beaupré, avocat, Gaston Esnouf, avocat, Christian R. Fontaine, comptable agréé, Jean-Paul Galipeault, avocat, Lucien Lortie, avocat, Émile Morin, juge municipal et Antoine Roy, archiviste, tous de la cité de Québec, sont, dès la date de sa sanction, les membres provisoires du conseil d'administration.

8. By exception, for the application of this act, Jean Bruchési, advocate, Robert Belleau, civil servant, Joseph Bilodeau, chief district judge, Henri Beaupré, advocate, Gaston Esnouf, advocate, Christian E. Fontaine, chartered accountant, Jean-Paul Galipeault, advocate, Lucien Lortie, advocate, Émile Morin, municipal judge and Antoine Roy, archivist, all of the city of Quebec, shall be, from the date of its sanction, the provisional members of the board of administration.

Provi-
sional
members
of board
of admini-
stration.

Durée
d'office.

Ils restent en fonction pour une période d'au plus trois mois, jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil d'administration par une assemblée générale tenue dans le même délai.

They shall remain in office for a period not exceeding three months, until the election of a new board of administration by a general meeting held within the same delay.

Term of
office.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.